

Libérer la société civile. Un appel de "Caritas in veritate" encore inconnu

Article rédigé par *Stefano Fontana**, le 18 août 2010

L'Observatoire international cardinal Van-Thuan pour la doctrine sociale de l'Église (Verone), a présenté le dernier numéro de la revue *Liberté politique* en termes élogieux. Nous sommes heureux de proposer à nos lecteurs une traduction de l'article de Stefano Fontana, directeur de l'Observatoire. Un éclairage italien très pertinent sur l'appel de *Caritas in veritate* en faveur d'une libération de la société civile.

Parmi les nombreuses réflexions parues sur l'encyclique *Caritas in veritate* de Benoît XVI, une attention particulièrement importante doit être portée à la revue parisienne *Liberté politique*. Dans le numéro 49, datée de juin 2010, la revue trimestrielle publie un dossier remarquable sur le thème Libérer la société civile. Un appel de *Caritas in veritate*. Le titre, très significatif, manifeste l'angle de recherche le plus intéressant : en effet, l'encyclique contient vraiment un appel à libérer la société civile, même s'ils sont peu ceux qui apprécient cette voie et nombreux ceux qui la contestent.

On peut dire que *Caritas in veritate* porte à son accomplissement la réflexion de la doctrine sociale de l'Église sur cette question.

Là encore, il est évident pour tous que la société civile, même dans nos sociétés occidentales, attend toujours d'être libérée. Les secteurs publics et privés se font concurrence encore dans de larges tranches du gâteau de notre vie sociale ; le tiers secteur est encore le parent pauvre de notre économie ; dans certaines régions des pays occidentaux, 70 % des travailleurs sont employés directement ou indirectement par l'État, les systèmes scolaires continuent d'être contrôlés par l'État dans de nombreux pays qui, comme en Espagne par exemple, enseignent un système de pensée unique en contournement des familles, ou en opposition avec elles.

En Italie, par exemple, il y a un grand débat en ce moment sur les coupes budgétaires que le gouvernement central entend mener aux dépens des régions et des municipalités. Les autorités locales menacent de réduire les services sociaux et le retour de leurs pouvoirs délégués au gouvernement, mais personne ne pense à la restructuration de son organisation sur la base du principe de subsidiarité. Si des efforts de planification régionales et municipales permettaient de redonner à la société de nombreuses tâches actuellement assurées par l'État de manière centralisée, l'économie, les gains d'efficacité et, surtout, les progrès en termes de participation seraient réels. Malheureusement, la notion de subsidiarité est exclue du débat italien ces derniers temps.

En appelant à la libération de la société civile, *Caritas in Veritate* propose une révolution pacifique. Or l'encyclique ne formule pas seulement une demande, mais, comme nous l'avons déjà dit, la fonde rationnellement. En fait, seule la société civile est le lieu de l'expérience et de la logique du don gratuit, deux réalités qui constituent, comme on le sait, les thèmes principaux et vraiment nouveaux de l'encyclique. Ni l'économie, ni la politique ne sont exempts de la logique du don, qui est en tant que tel le propre de l'homme. L'homme a besoin de sens et le sens n'est pas quelque chose qu'il peut produire seul. Le sens ne s'achète pas au supermarché ni ne peut être garanti par des politiques gouvernementales. Ce ne sont pas la politique ni l'économie qui sont aux sources premières et fondamentales de la logique du don, mais la société civile et surtout, la famille. C'est la raison ultime de la nécessité d'une société civile libre.

Sans cette libération, on maintiendra un court-circuit entre les services anonymes de l'appareil (économique ou administratif, sans aucune différence) et le vide de sens des relations interpersonnelles. D'une part, la technique et de l'autre le nihilisme des valeurs. La société civile peut nous libérer de cette emprise, mais pour cela, elle doit également être libérée.

J'ai parlé de ce numéro de *Liberté politique*. Les études et les articles publiés sont vraiment importants. Leurs auteurs approfondissent le concept de la société civile, examinent la portée de la pensée de Benoît XVI, dénoncent la puissance corrosive du binôme État-marché, demandent à qui appartient la solidarité ? et à qui appartient la famille ? ... Par dessus tout, il s'agit de débattre de l'ouverture de la société au don réciproque, que ni l'État ni le marché ne pourront jamais donner par eux-mêmes.

***Stefano Fontana** est le directeur de l'Observatoire international Cardinal Van-Thuan pour la doctrine sociale de l'Eglise.

© [Observatoire cardinal Van-Thuan](#)

Traduction française Libertepolitique.com

Commander *Liberté politique* n° 49 (été 2010) : [cliquez ici](#)
